

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°42 - semaine du 23 au 29 octobre 2020

Résumé

Afghanistan : Inauguration du "Forum sur le commerce et l'investissement Pakistan-Afghanistan".

Bangladesh : L'inflation en légère augmentation. Hausse de 27 % des prêts non-performants (PNP) des institutions financières non bancaires en 6 mois. Nouveau record de l'aide étrangère, 7,12 Mds USD en 2019-20. Seulement 0,6% de l'allocation publique dépensé via le Partenariat Public-Privé (PPP) en 12 ans.

Bhoutan : Approbation d'un prêt de 30 M USD par la Banque asiatique de développement (BAsD), pour soutenir le développement du marché financier.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Reprise de l'activité des entreprises et de la consommation pour le deuxième trimestre. Poursuite de la reprise en octobre selon l'indice *IBR* de Nomura. Les Etats auront besoin de plusieurs années pour se remettre des effets du COVID-19 selon la RBI. La croissance du PIB 2020-21 « proche de zéro » ou légèrement négative en fin de période selon la ministre des Finances. Ralentissement de la croissance du crédit bancaire au mois de septembre. Augmentation du déficit budgétaire, à 9 100 Mds INR (122 Mds USD) à la moitié de l'exercice en cours. Moindre contraction de l'activité des secteurs industriels majeurs en septembre, -0,8% en g.a. *Politiques monétaire et financière* : la RBI effectue une nouvelle opération *d'open market* au nom des Etats fédérés. La RBI divisée sur le maintien des restrictions pour les banques en difficulté. *Autres informations* : 10ème Dialogue économique et financier entre l'Inde et le Royaume-Uni. Forte réduction du trafic aérien domestique pour la première semaine de la saison hivernale. Adaptation de certaines règles pour la cession envisagée d'Air India. Chute de la participation des femmes au marché du travail. La Chine, premier importateur d'acier indien pour le premier semestre de l'exercice en cours.

Maldives : Visite aux Maldives du Secrétaire d'Etat américain.

Népal : Hausse des prix à la consommation en septembre. Contraction du déficit commercial de près de 25% au terme des deux premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.

Pakistan : Progression marquée des financements étrangers reçus par le Pakistan sur le premier trimestre de l'exercice 2020/21. Le Groupe d'action financière (GAFI) maintient le Pakistan sur liste grise. Moody's accorde la notation B3 à l'entreprise publique *Water & Power Development Authority* (WAPDA). La Banque mondiale octroie un prêt de 304 M USD pour le renforcement de la collecte fiscale au Pendjab.

Sri Lanka : Ligne de crédit de 60 M USD de Proparco dédiée aux PME. Visite à Sri Lanka du Secrétaire d'Etat américain. Extension jusqu'en décembre de l'accord sur l'ajustement des salaires du fait de la pandémie du COVID-19.

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **Inauguration du “Forum sur le commerce et l’investissement Pakistan-Afghanistan”.** Le séminaire de deux jours a été organisé à l’initiative du Président de l’Assemblée nationale pakistanaise, Asad Qaiser, qui a invité son homologue afghan Mir Rahman Rahmani, arrivé à la tête d’une délégation afghane. Les discussions ont notamment porté sur la formation d’un groupe de travail pour superviser les termes de négociation de l’Accord commercial de transit entre l’Afghanistan et le Pakistan. Celui-ci devrait expirer l’année prochaine.

BANGLADESH

- **L’inflation en légère augmentation.** Selon le Bureau des statistiques (BBS), l’inflation a atteint 6 % en glissement annuel en septembre 2020, en légère progression sur le mois d’août (5,7 %). Ce renchérissement s’explique par l’augmentation du prix des produits alimentaires (6,50% en septembre), notamment en zone rurale (6,61%). En prévision de l’hiver, propice à la culture des légumes, les prix de certains aliments de base ont nettement augmenté. Ainsi le prix de l’oignon a atteint 93 BDT/kg contre 50 BDT/kg en août, mais reste néanmoins loin du niveau de septembre 2019 où une décision indienne de limiter les exports avait fait grimper les prix jusqu’à 200 BDT/kg. Le mécontentement des consommateurs s’est également porté sur l’augmentation des prix de la pomme de terre, alors que le Bangladesh, producteur largement excédentaire, en jette chaque année 2 à 3 Mt. C’est pourquoi les intermédiaires sont accusés de manipuler les cours en limitant l’approvisionnement. Au total, l’inflation est évaluée à 5,65 % sur l’exercice 2019-20¹ (5,7 % pour le FMI) et 5,4 % pour l’exercice en cours (5,9% selon le FMI)
- **Hausse de 27 % des prêts non-performants (PNP) des NBFi en 6 mois.** Fin juin 2020, les PNP des institutions financières non bancaires (NBFi) se sont élevés à 89 Mds BDT (1,0 Mds USD) soit une hausse de 26,5 % par rapport à décembre 2019. Les PNP représentent dorénavant 13,3 % des encours totaux des NBFi, un nouveau record après ceux de 2018 (9,2%) et de 2019 (11,9%). Or ce ratio est sous-estimé car il ne comprend pas les 7 Mds de PNP détenu par la *People’s Leasing*, NBFi qui a fait faillite en 2019 mais dont la procédure de liquidation est toujours en cours. Cette hausse intervient alors que le reclassement des arriérés en PNP est gelé par la *Bangladesh Bank* depuis le 19 mars 2020 et jusqu’à la fin de l’année. En l’absence de marché obligataire, le coût élevé d’accès au fonds pèse sur les taux d’intérêt des prêts et nuit à l’attractivité des NBFi. Elles sont donc moins regardantes sur le profil des emprunteurs et peuvent être amenées à prêter à des clients non-solvables. Dans le même temps, les PNP du secteur bancaire n’ont augmenté que de 1,9 %, de 943 Mds BDT fin décembre à 961 Mds BDT fin juin 2020. Toutefois, *Fitch*, dans un rapport publié le 26 octobre ("*Covid-19 Woes Perpetuating Weakness of the Bangladesh Banking Sector*"), s’inquiète d’une possible hausse singificative des PNP en 2021.
- **Nouveau record de l’aide étrangère, 7,12 Mds USD en 2019-20**, en hausse de 14,8% en g.a., d’après l’*Economic Relations Division*. L’aide étrangère atteint ainsi son plus haut niveau depuis l’indépendance du pays en 1971. Il s’agit à 96% de prêts concessionnels (6,85 Mds USD) et les dons ne représentent que 276 M USD. Les principaux prêteurs sont le Japon à 23,4% (1,67 Mds USD), la Banque asiatique de développement (BAsD) à 23,3% (1,66 Mds USD), la Banque mondiale à 19,7% (1,41 Mds USD), la Chine à 14% (1,03 Mds USD) et la Russie à 8,9% (631 M USD).

Dans le même temps, plusieurs institutions de coopération ont promis des financements à hauteur de 9,72 Mds USD, dont la *Japan International Cooperation Agency* (JICA) (3,12 Mds USD), la BAsD (1,80 Mds USD) et la Banque mondiale (976 M USD). Ce montant est principalement porté par plusieurs gros projets tels que le renforcement du réseau électrique de Dhaka (Chine : 1,40 Mds USD), le projet d’infrastructures *Jamuna Railway Bridge* (JICA : 819 M USD) ; l’extension de l’aéroport de Dhaka pour 736 M USD ; ou les projets de métro à Dhaka (1,2 Mds USD). Les aides liées à la crise du coronavirus comptent pour 700 M USD (Banque mondiale 100 M USD et BAsD 600 M USD). En pratique cependant les promesses de prêts peinent à aboutir rapidement à la réalisation de projets concrets, en raison surtout de la bureaucratie du Bangladesh et de certains pays financeurs. Ainsi, ces cinq

¹ L’exercice bangladais commence le 1^{er} juillet

dernières années, les promesses se sont élevées à 11,9 Mds USD contre 5,5 Mds USD/an de déboursement en moyenne.

- **Seulement 0,6% de l'allocation publique dépensé via le Partenariat Public-Privé (PPP) en 12 ans.** Depuis l'introduction du PPP en 2009, l'allocation budgétaire totale a atteint 335 Mds BDT (3,95 Mds USD), dont 35 Mds BDT (413 M USD) en 2019-20, le même montant a été budgété pour 2020-21. Toutefois, en l'espace de douze ans, l'argent effectivement dépensé ne s'élève qu'à 2 Mds BDT (23,6 M USD). Seul un projet sur 77 envisagés est en cours de réalisation, le *Dhaka eastern bypass*. Approuvé en 2012, le contrat a été signé en 2019 avec l'entreprise chinoise *Sichuan Road and Bridge Group Consortium*. L'enveloppe totale des projets est estimée à 28 Mds USD. La stagnation du PPP s'expliquerait par des désaccords entre le Conseil Exécutif de la PPP Authority et le Département du Plan. Le premier souhaiterait réduire le nombre de projets et le second insiste sur le besoin de financements privés pour atteindre les Objectifs de Développement Durable.

BHOUTAN

- **Approbation d'un prêt de 30 M USD par la Banque asiatique de développement (BAsD), pour soutenir le développement du marché financier** du Royaume. Les réformes engagées et l'amélioration des capacités techniques, ainsi que de la régulation des institutions financières devraient permettre i) d'élargir l'accès du secteur privé au marché financier, ii) de favoriser l'inclusion financière, iii) de diversifier l'économie bhoutanaise, iv) se conformer aux règles et standards financiers internationaux.

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **Reprise de l'activité des entreprises et de la consommation pour le deuxième trimestre.** Le mois de septembre enregistre les meilleurs résultats pour l'économie indienne depuis le confinement fin mars. Par exemple, les ventes de véhicules augmentent de 23,8 % en g.a., celles de tracteurs de 28,3 %, le fret ferroviaire de 15,5 % (plus forte croissance en l'espace de 5 ans) et l'indice PMI atteint 58,6 (un plus haut de huit ans). Par ailleurs, selon une étude du quotidien *Mint* auprès de 170 entreprises (banques, entreprises de services financiers et d'hydrocarbures exceptées), les profits nets réalisés ce deuxième trimestre (juillet - septembre) dépasseraient ceux des quatre précédents (+6,23% en g.a. contre -18,9% en g.a. pour le T1 2020-21² et 10,74% pour le T2 2020-19). Les ventes nettes reprennent aussi de 4,91% en g.a. contre une diminution de 14,31% au T1. En revanche, certains indicateurs restent mal orientés, le nombre de passagers des lignes aériennes domestiques reste toujours très nettement inférieur aux résultats de l'exercice précédent (-65,7% en g.a.) et les exportations des secteurs intensifs en travail également (-12,8% en g.a.). Préoccupant aussi, la demande ne semble pas avoir repris dans les campagnes où les ventes de deux-roues enregistrent une contraction de 10 % à 15 % en g.a. au cours des dix jours du festival *Navrati*. Alors que les ventes ne décollent pas significativement, les constructeurs craignent une diminution des ventes une fois les fêtes passées.
- **Poursuite de la reprise en octobre selon l'indice de Nomura *India Business Resumption*.** Celui-ci atteint 81,9% en octobre après 80,3% en septembre. Cet indice suit les indicateurs de reprise de l'activité et montre une reprise continue mais ralentie par rapport au mois de septembre. La reprise serait imputable à l'assouplissement des restrictions prévu par le plan « Unlock V » de début octobre, la mobilité retrouvée, au travail mais aussi pour les loisirs. Toutefois l'agence reste prudente et qu'une partie de la demande exprimée au cours des fêtes ne pourrait être qu'un report de celle non réalisée au trimestre précédent.
- **Les Etats auront besoin de plusieurs années pour se remettre complètement du COVID-19**, selon la RBI. En effet, les Etats indiens ont été confrontés à une perte massive de revenus et une demande en berne, couplées à une forte augmentation des dépenses de santé. Ils font face aujourd'hui à des difficultés sans précédent en termes de rentrées fiscales. Ceux qui ont présenté leur budget avant le confinement enregistrent un déficit budgétaire moyen de 2,4 % de leur PIB contre 4,6 % pour ceux qui l'ont présenté ensuite. Le déficit consolidé représente quant à lui 2,8% du PIB et le ratio déficit fiscal/PIB se maintient autour de 4%.

² L'exercice budgétaire indien commence en avril.

Pour l'exercice budgétaire en cours, la pandémie a sévèrement réduit les recettes et les cibles annoncées ne devraient pas être atteintes. Ainsi les dépenses ont augmenté de 11,7 % au T1 alors que les recettes ont diminué de 21%. Les Etats fédérés ont maintenu leur dépense du T1 à 1/5^e du budget prévu, comme les années précédentes, alors que les recettes n'ont atteint qu'1/8^e du montant attendu. En particulier, la GST a chuté de 47,2% au T1, la chute la plus marquée depuis son introduction en juillet 2017, et plus modérément de 6,4% au T2. Les transferts de l'Etat central pourraient aussi être amenés à diminuer. Habituellement, ils représentent entre 25 et 29% du revenu des Etats, et les taxes locales entre 45 et 50%.

La crise a toutefois modifié sensiblement la perception de l'endettement des Etats, qui empruntent désormais plus activement. L'emprunt net a augmenté de 40% en g.a. pour le premier semestre, et celui sur les marchés de 32,7% en g.a. Pour rappel l'Etat central a récemment proposé un prêt de 120 Mds INR (1,6 Mds USD) d'une maturité de 50 ans et à taux zéro, à destination des Etats. Cela ne représenterait toutefois que 1,8% des dépenses des Etats fédérés (6 500 Mds INR).

- **Augmentation du déficit budgétaire, à 9 100 Mds INR (122 Mds USD) à la moitié de l'exercice en cours 2020-21 et dépassement de la cible de 15%** (7 960 Mds INR ou 107 Mds USD) selon les chiffres officiels. Le gouvernement a déjà relevé sa cible d'emprunt pour l'exercice actuel de 7 800 Mds INR (105 Mds USD) à 12 000 Mds INR (162 Mds USD) et devrait nettement dépasser sa cible d'un déficit de 3,5% du PIB. *CARE Ratings* estime que cette impasse de l'Etat central représenterait 9% du PIB pour 2020/21.

Les recettes se sont contractées de 32,5% en g.a., avec un revenu global à fin septembre de 5 700 Mds INR (77 Mds USD), soit 25% du montant budgété. Les dépenses atteignent pour leur part 14 800 Mds INR soit 48,6 % du budget estimé. En leur sein, celles consacrées aux investissements n'ont représenté que 1 650 Mds INR (22 Mds USD), soit une diminution de 12% en g.a. et 40% des dépenses, contre 55,5% un an auparavant.

- **La croissance du PIB 2020-21 « proche de zéro » ou légèrement négative en fin de période selon la ministre des Finances.** La ministre a déclaré que la reprise engagée pour les fêtes d'octobre et novembre se poursuivra de manière durable aux T3 et T4. Elle estime qu'en raison du retour de l'indice PMI manufacturier en territoire positif (56,8 en septembre) et du dynamisme des IDE (+13% en g.a. entre avril et août) l'Inde devrait connaître lors de l'exercice suivant une des croissances économiques les plus rapides du monde.
- **Ralentissement de la croissance du crédit bancaire au mois de septembre**, +5,8 % en g.a. contre +8,1 % en g.a. en septembre 2019, selon les chiffres de la RBI. Dans le détail par secteur, le crédit accordé au secteur primaire est en hausse de 5,9 % en g.a. (7,0% en septembre 2019) mais, pour le secteur secondaire, la croissance du crédit est nulle (contre 2,7 % en septembre 2019). En ce qui concerne le crédit du secteur tertiaire, on observe une accélération de 9,1 %, contre 7,3 % un an plus tôt ; la hausse est portée en particulier par les activités informatiques, commerciales, touristiques, d'hôtellerie et de restauration. Les prêts personnels sont aussi en augmentation de 9,2% (16,6% en septembre 2019).
- **Moindre contraction de l'activité des secteurs industriels majeurs en septembre, avec -0,8 % en g.a.** contre -7,3 % en août. La production de charbon continue sa reprise entamée le mois dernier avec 21,2 % en septembre (3,6 % en août), il en va de même pour l'acier (+0,9%), l'électricité (3,7%). En revanche, l'industrie du gaz naturel enregistre une baisse de 10,6 %, -6 % pour le pétrole brut, -9,5 % pour les activités de raffinage, et -3,5 % pour l'industrie du ciment. Ces meilleurs résultats devraient avoir un effet positif sur l'indice de production industriel (IIP) en déclin en août de 9,1 %. Selon *CARE Ratings* l'IIP devrait croître entre 2 et 5 % au mois de septembre.

[Politique monétaire et financière](#)

- **Nouvelle opération d'open market au nom des Etats par la RBI.** Après l'accueil positif réservé à l'opération réalisée le 22 octobre dernier, la première du genre, la Banque centrale a décidé de conduire une nouvelle vente d'obligations d'Etats fédérés (les *States Development Loans* (SDL)) pour un montant total de 100 Mds INR (1,35 Mds USD) le 5 novembre prochain.
- **La RBI divisée sur le maintien des restrictions pour les banques en difficulté.** Cinq banques (*Central Bank of India, IDBI Bank, Indian Overseas Bank, Uco Bank et Lakshmi Vilas Bank*), sont aujourd'hui sous le coup d'une action corrective rapide (*Prompt corrective action –PCA-*) qui leur interdit, entre autre, de verser des dividendes ou d'ouvrir de nouvelles agences. Certains responsables de la RBI considèrent que la levée des restrictions pourrait permettre à ces banques de se relever plus vite alors que pour trois d'entre elles (IDBI IOB et Ulco), le ratio de prêts non-performants est inférieur à 6% (seuil de tolérance fixé par la PCA) et, grâce aux injections de

capital réalisées par le gouvernement, leur ratio d'adéquation des fonds propres s'est amélioré. A l'inverse, d'autres membres estiment que repousser la levée des restrictions pourrait permettre de solidifier davantage les établissements de crédit visés.

Autres informations

- **10ème Dialogue économique et financier au niveau ministériel entre l'Inde et le Royaume-Uni.** Les deux parties ont notamment échangé sur la taxation de l'économie numérique, l'établissement d'un dialogue bilatéral annuel sur les marchés financiers et des mesures pour les réformer, ou la création d'un forum bilatéral sur la finance verte. Concernant les marchés, Inde et Royaume-Uni ont affirmé la nécessité d'un environnement régulé. Elles ont également convenu de collaborer en vue d'accélérer le développement de la *Gujarat International Finance TecCity* (GIFT City).
- **Seulement la moitié du trafic aérien domestique pour la première semaine de la saison hivernale.** Les réservations n'atteignent que 55% de la moyenne hebdomadaire des vols effectués lors de la saison hivernale précédente. Les autorités avaient autorisé la reprise du trafic, à hauteur de 45%, puis de 60% en septembre, et peut être 75% prochainement à l'occasion de Diwali.
- **Adaptation de certaines règles pour la cession envisagée d'Air India.** Le gouvernement a autorisé les acheteurs potentiels à estimer la valeur de l'entreprise plutôt que la valeur de ses parts et la date limite de soumission des offres a été prolongée du 30 octobre au 14 décembre. Par ailleurs, le montant de la dette qui restera à la charge de l'acheteur (initialement de 233 Mds INR (3,1 Mds USD)), serait désormais arrêté par le marché. La compagnie, déjà en grande difficulté avant la pandémie, pourrait voir ses pertes doubler à 80 Mds INR (1,1 Mds USD) en 2020/21. De plus, les analystes estiment que le futur acquéreur devrait y investir près de 120 Mds INR (1,6 Mds USD) pour les deux prochaines années.
- **Chute de la participation des femmes au marché du travail.** Selon les chiffres officiels, la part des femmes dans les emplois formels créés en août n'a été que de 19,98% contre 22,76% en 2019. La part des femmes dans les nouveaux emplois n'a cessé de décroître depuis juin (21,1%, et 20,5% en juillet). Les femmes sont les premières touchées par la raréfaction des emplois suite au confinement et les discriminations à l'embauche.
- **La Chine, premier importateur d'acier indien pour le premier semestre de l'exercice en cours.** Les importations chinoises d'acier indien représentent 29% (1,9 Mt contre 2 500 t à la même période un an plus tôt) du total des exportations d'acier. Il s'agit du plus grand volume d'importation d'acier indien en Chine depuis six ans. Le Vietnam est le deuxième importateur avec 1,6 Mt. Le dynamisme des importations chinoises reflète la reprise rapide de l'économie chinoise, alors que la consommation indienne d'acier a chuté un étiage de six ans, à 35,86 Mt, entre avril et septembre.

MALDIVES

- **Visite aux Maldives du Secrétaire d'Etat américain.** Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, a effectué une visite aux Maldives le 28 octobre juste après celle effectuée à Sri Lanka. Le représentant américain a annoncé l'ouverture prochaine d'une ambassade résidente à Malé. Il a par ailleurs souligné la volonté des Etats-Unis de continuer à soutenir la consolidation de la démocratie et la promotion des droits de l'homme aux Maldives. Il a notamment été rappelé l'assistance financière de 2 M USD de l'USAID issue de fonds réalloués pour soutenir le pays face aux conséquences de la pandémie du COVID-19 ainsi que les dons effectués en équipements médicaux. Il s'agit du premier Secrétaire d'Etat à visiter les Maldives en 16 ans après la visite en 2004 de Colin Powell.

NEPAL

- **Hausse des prix à la consommation en septembre.** L'indice des prix à la consommation est passé à 4,5% en glissement annuel au terme du second mois de l'exercice budgétaire en cours (contre 3,5% en g.a. le mois précédent et 6,2% un an auparavant). Selon le rapport de la banque centrale, l'inflation a été portée par la hausse des prix des légumes ainsi que des légumineuses. A noter les disparités régionales, l'inflation dans la vallée de

Katmandou était de 3,7% en g.a., 4,7% à Tarai ainsi que dans les collines et 4,5% dans les montagnes (contre respectivement 7,9 – 5,7 – 5,1 et 5% un an plus tôt).

- **Contraction du déficit commercial de près de 25% au terme des deux premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.** Dans le détail, les exportations ont augmenté de 10,5% en g.a. (contre 25,9% en g.a. un an plus tôt) tandis que les importations ont chuté de 22,1% dans le même temps (-1,2% un an plus tôt). Ces résultats, combinés à l'augmentation de 8% en g.a. des transferts des migrants sur la période sous-revue, explique l'excédent de la balance des transactions courantes de 26,1 Mds NPR (environ 186 M EUR) à comparer avec un déficit de 22,7 Mds NPR (environ 162 M EUR) un an plus tôt.

PAKISTAN

- **Progression marquée des financements étrangers reçus par le Pakistan sur le premier trimestre de l'exercice 2020/21** (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021). Le montant total des déboursements atteint 2,7 Mds USD, en hausse de 19,7 % en g.a. Les déboursements des bailleurs multilatéraux s'affichent à 1,5 Md USD, à comparer à 100 M USD pour les bailleurs bilatéraux (Etats-Unis, France et Royaume-Uni). Le Pakistan a également reçu 1 Md USD d'aide financière de court terme en soutien aux réserves de change en provenance de Chine et 149 M USD dans le cadre d'emprunts auprès des banques commerciales étrangères. Les financements étrangers reçus à la fin août 2020 représentent 21,1 % de la cible fixée par les autorités pour l'exercice budgétaire en cours (12,2 Mds USD).
- **Le Groupe d'action financière (GAFI) maintient le Pakistan sur liste grise.** Le pays a été placé en juin 2018 sur la liste grise du GAFI identifiant les juridictions présentant des défaillances stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Afin de prouver sa conformité aux standards internationaux, les autorités se sont engagées à mettre en œuvre un plan d'action dont le calendrier d'exécution s'étalait initialement de janvier à septembre 2019. Lors de la réunion plénière qui s'est tenue virtuellement du 21 au 23 octobre 2020, le GAFI a reconnu les progrès notables accomplis par le Pakistan et a souligné que avancées avaient été enregistrées sur l'ensemble du plan d'action. Alors que ce dernier est arrivé à expiration, 6 critères restent toutefois en suspens (21 sur 27 seraient majoritairement traités à ce jour, contre 14 en février 2020 et 5 en octobre 2019). Le GAFI appelle le Pakistan à achever la mise en œuvre de son plan d'action d'ici février 2021, date de la prochaine session plénière.

Les marchés financiers ont réagi positivement à cette annonce de maintien du Pakistan sur la liste grise. L'indice phare de la bourse pakistanaise (KSE-100) a en effet enregistré une hausse de +1,4 % au cours de la seule journée du 26 octobre 2020.

- **Moody's accorde la notation B3 à l'entreprise publique *Water & Power Development Authority (WAPDA)*.** L'agence nationale responsable de l'eau et de l'électricité (hors énergie thermique) entend procéder à un lancement obligataire « vert » d'un montant de 500 M EUR et d'une durée de 10 ans et sans garantie souveraine afin de financer les grands projets de développement d'infrastructures hydroélectriques (barrages de Diamer-Bhasha et Mohmand) d'ici fin 2020. WAPDA a ainsi obtenu une note équivalente à la notation des obligations souveraines à long terme du Pakistan.
- **La Banque mondiale octroie un prêt de 304 M USD pour le renforcement de la collecte fiscale au Pendjab.** Le programme intitulé *Punjab Resource Improvement and Digital Effectiveness (PRIDE)* vise l'amélioration de la gestion des finances publiques. Il prévoit notamment la simplification des procédures de l'administration fiscale et leur digitalisation (paiement en lignes des taxes, numérisation des appels d'offres, etc.) dans la province du Pendjab qui concentre 55 % de la population pakistanaise et 60 % de l'activité économique du pays.

SRI LANKA

- **Ligne de crédit de 60 M USD de Proparco dédiée aux PME.** Proparco, filiale de l'Agence française de développement (AFD), a alloué une ligne de crédit de 60 M USD à la banque locale HNB qui est *in fine* destinée à financer environ 1500 PME locales. Au moins la moitié des entreprises bénéficiaires devront être des PME installées dans des zones rurales, ces dernières ayant souvent des difficultés à accéder aux financements. Proparco

avait déjà offert une ligne de crédit à HNB en 2015, d'un montant de 50 M USD. Pour rappel, 75% des sociétés à Sri Lanka sont des PME. Celles-ci comptent pour 45% de l'emploi total et contribuent à hauteur de 52% du PIB.

- **Visite à Sri Lanka du Secrétaire d'Etat américain.** Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, a effectué une visite à Sri Lanka le 28 octobre en vue de renforcer la relation bilatérale avec Sri Lanka et pour promouvoir la stratégie américaine d'un indopacifique libre et ouvert. 26% des exportations sri lankaises étaient à destination des Etats-Unis en 2019, soit le premier marché à l'export (hors Union européenne). Les deux parties ont annoncé la tenue d'un dialogue de partenariat Etats-Unis/Sri Lanka début 2021 pour renforcer leur coopération dans de nombreux domaines, notamment dans les secteurs de l'économie, de la défense et de la recherche. Un renforcement de l'accord-cadre bilatéral sur le commerce et les investissements (TIFA) est par ailleurs envisagé. Les autorités sri lankaises ont réitéré leur volonté de poursuivre une politique étrangère basée sur la neutralité. Sri Lanka est le deuxième pays visité dans le cadre d'une tournée dans cinq pays asiatiques et fait suite à une tournée similaire en Asie d'une délégation chinoise menée par Yang Jiechi début octobre.
- **Extension jusqu'en décembre de l'accord sur l'ajustement des salaires du fait de la pandémie du COVID-19.** La Fédération des employeurs de Ceylan (EFC), les syndicats des employés et le ministère du Travail avaient trouvé un accord en mai fixant le mécanisme de paiement des salaires durant cette période de crise. Celui-ci était initialement applicable pour les mois de mai et juin uniquement avant d'être étendu jusqu'en septembre. Le conseil des ministres vient néanmoins d'approuver l'extension de sa validité jusqu'en décembre. Cet accord, qui vise à limiter les licenciements du fait des difficultés économiques engendrées par la pandémie, établit une différence entre les employés qui sont appelés à venir travailler et ceux qui ne peuvent se rendre à leur travail à cause des mesures mises en place par l'employeur et les autorités pour lutter contre la pandémie actuelle. Les jours travaillés seront payés au salaire de base et ceux non travaillés à seulement 50%. Le calcul des 50% pour les jours non-travaillés s'effectue sur le salaire de base, mais l'accord établit le salaire minimum à 14 500 LKR. Cet accord, qui couvre l'ensemble des secteurs d'activité, ne concerne que les salariés ayant dont le salaire est mensualisé.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D



Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gov.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gov.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.